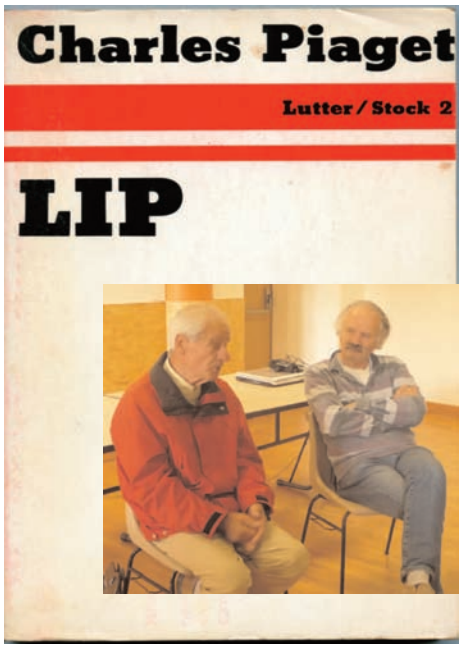
SUD-Rail Retraité-e-s

La note Hebdo

N° 14 du 18 juin 2009

Session retraités mai 2009



Luttes d'hier et d'aujourd'hui
Un bouquin, un film, un débat

Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.
Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.
Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables, c'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

SNCF

Fret, rien ne va plus

Le 3 juin, plusieurs centaines de cheminots se sont rassemblés devant la direction nationale Fret SNCF. Ils dénonçaient la situation catastrophique du fret et l'échec de la politique de l'entreprise. Après des années de restructurations, menées à chaque fois au nom de la sauvegarde de cette activité, le constat est flagrant : volontairement ou non, la part de la Sncf s'est réduite comme une peau de chagrin au bénéfice de la route. En réalité, cette politique qui s'est traduite par l'éclatement de l'entreprise, l'hyper spécialisation, n'avait d'autre but que de libéraliser le fret comme il va en être de même pour le voyageur.. Cette politique va à l'encontre des urgences de l'heure en matière d'énergie et d'environnement.
C'est pourquoi la fédération SUD-Rail dénonce ces orientations et revendique une autre politique des transports concernant les activités fret et voyageurs. Le développement du fret ferroviaire est une réponse :

- pour s'opposer aux désertifications industrielles de certains territoires,
- aux questions soulevées par un Grenelle de l'environnement qui en reste aux intentions,
- aux attentes citoyennes de nombreux habitants de villes et de villages traversés par des centaines de milliers de camions chaque jour,
- à une meilleure sécurité (accidents de la route, accidents de type AZF).

Cela nécessite que la compétence et le savoir faire des cheminots s'exercent, non pas de manière éclatée, mais au sein d'une seule et même entreprise de service public gage de sécurité des circulations, donc des usagers et des agents.

PROTECTION SOCIALE

Un trou à 20 milliards

Un déficit de 10 milliards d'euros prévu par le budget de la Sécu voté en automne dernier atteindrait en réalité le double, soit 20 milliards. C'est ce qu'a annoncé la députée UMP Mme Montchamp devant la commission des finances de l'Assemblée nationale. La diminution des recettes est la cause essentielle de ce trou record Un chômage qui augmente à vitesse grand V, un pouvoir d'achat qui stagne, c'est une masse salariale moindre et donc des cotisations sociales qui diminuent. Mais SuperSarko va nous arranger ça en deux coups de cuillère à pot… Quelques ordres à Roselyne et des consignes vont être données pour faire la chasse aux arrêts de travail indus que vient de dénoncer la sécu. A moins que, au nom de la moralisation du capitalisme, une nouvelle loi ou un décret permettra de ponctionner les super profits des industries pharmaceutiques. Ce serait une nouvelle répartition des richesses ! Quoi, on rêve et alors, c'est interdit ?!
Aux dernières nouvelles, l'idée de repousser l'âge de la retraite à 67 ans vient d'être évoquée par Brice Metle feu puisqu'en Europe d'autres l'ont fait ! Depuis, un exercice de rétropédalage est en cours sur consigne de SuperSarko, selon le "Canard enchaîné". A l'heure où le travail se raréfie, vouloir faire bosser plus longtemps, ça risque de faire tousser dans le landerneau ! Mais l'idée assurément en démange plus d'un...

28 000, c'est le nombre de postes de fonctionnaires de l'Etatsupprimés en 2008. En 2009, 31 000 et 34000 en 2010 sont prévus.

Economie

Une petitte entreprise qui ne connait pas la crise

Tous les secteurs ne sont pas touchés par la crise, la preuve…. Les dépenses militaires dans le monde ont battu un record en 2008 avec 1 464 milliards de dollars (1 055 milliards d'euros). L'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri) qui donne ces chiffres, ajoute que les Etats-Unis restent en tête pour les dépenses d'armement, suivi de la Chine et de la Russie. Les guerres, un marché juteux où des gens qui ne se connaissent pas, se tuent au profit de gens qui se connaissent très bien !

Prime à la casse, c'est tout bénef'

En six mois, de décembre à mai, les primes à la casse en contrepartie de l'achat d'une bagnole neuve a déjà coûté à l'Etat 190 millions d'euros. Le budget plafonné à 220 millions va exploser. Peu importe, puisqu'il aura permis de vendre pendant ces six mois 175 000 véhicules, soit de 20 à 25% du marché automobile. Les constructeurs de bagnoles peuvent se frotter les mains… ils palpent du fric tandis que les contribuables trinquent ! Pourvu que ça dure et merde à l'environnement… !!!

Chômage

Destruction d'emplois

Au 1er trimestre 2009, ce sont 175 100 emplois salariés dans le privé qui ont été détruits, autrement dit supprimés. Dans l'histoire économique de notre pays, cette ampleur n'avait jamais été atteinte.

Fiscalité

La fraude, toujours en bonne santé

Voilà quelques jours, Rachida Dati et Eric Woerth, ministres de la Justice et des finances, adressaient aux magistrats des parquets et à la délégation nationale de lutte contre la fraude, leur priorité concernant le renforcement du «*dispositif de réponse pénale en cas de fraude aux prestations sociales*», comme celle concernant les arrêts de travail, par exemple. Or, tout le monde s'accorde à dire que cette fraude reste insignifiante au regard de la corruption financière… Avec seulement 15,6 milliards d'euros récupérés en 2008, on est encore loin des 40 à 50 milliards d'euros de fraude annuelle, estimée par le Snui et d'autres. C'est donc une bien curieuse priorité que celle qui s'attaque à des fredaines et laisse de côté des malversations autrement plus importantes et qui pourraient renflouer des caisses vides si l'on en croit Supersarko. Mieux et plus curieux encore, divers projets de textes, d'amendements à des lois en gestation n'ont d'autre but que de dépénaliser ces délits financiers comme le propose des recommandations du rapport sur la dépénalisation du droit des affaires, remis en février 2008 à Rachida Dati. «*Tout, dans les faits, menace le contrôle fiscal* » comme le déclare le groupe de travail sur le contrôle fiscal créé par le Snui et Sud Trésor. Un diagnostic que confirme un rapport rendu public en mars 2009, réalisé par le Groupe d'Etats contre la corruption au sein du Conseil de l'Europe (Greco) : «*La France a restreint assez fortement sa compétence et ses capacités de poursuite à l'égard des affaires de dimension transnationale, ce qui est fort dommage compte tenu de l'importance du pays dans l'économie internationale et du poids de beaucoup de ses sociétés commerciales*». Moraliser le capitalisme en supprimant les paradis fiscaux, ça commence en balayant devant sa porte pour, non pas dépénaliser la fraude fiscale, mais au contraire pour renforcer la lutte contre et les moyens nécessaires à celle-ci. Il est vrai qu'après les paroles fortement médiatisées de notre super Président contre les paradis fiscaux, la réalité des actes montre que de la coupe aux lèvres, le chemin est long quand il ne se termine pas en impasse. C'est ainsi qu'Hervé Novelli, secrétaire d'Etat au commerce et aux PME, jette le masque en repoussant «*l'idée d'interdire aux banques d'exercer leur activité dans les paradis fiscaux*» proposé par JP Brard (député apparenté communiste) dans un projet de loi défendue le 8 mai à l'Assemblée nationale. Voilà qui est clair… pas question de s'attaquer aux paradis fiscaux, voilà qui éclaire… le classement de l'affaire des frégates de Taïwan, le piétinement de l'affaire de la caisse noire de l'UIMM, les nombreuses mises en examen en souffrance dans de multiples affaires de corruption financières. En justice comme ailleurs, tout est affaire de classe !

Environnement

Le vert, c'est tendance

A peine les européennes passées, voilà que Sarko voit la vie en vert : «*La croissance durable, j'ai fait campagne sur ce thème. Avec le ministre de l'écologie, JL Borloo, nous avons inventé le Grenelle de l'environnement*». Ouf, nous sommes sauvés, la planète aussi ! Que le projet de loi Grenelle I peine à franchir le cap du Parlement et poursuive sa navette entre les deux assemblées depuis dix huit mois ! Que Grenelle II n'ait été seulement présenté en janvier ! Que Grenelle III soit abandonné ! Qu'en 2008, la crise passant par là, nombre de décisions économiques aient balayé des mesures prévues dans le Grenelle de l'environnement… ! Tout ça ne sont que des billevesées, des médisances colportées par les adversaires de la réforme.
L'écologie n'appartient pas à un camp, nous les ténors de l'UMP et nos ministres en place sommes autant écolos que d'autres. La preuve, ça fait deux ans que nos projets se trimballent de l'Assemblée au Sénat et vice versa, que la mise en œuvre de ceux-ci débutera son marathon seulement à l'automne, que l'industrie automobile verte a notre soutien et grâce à nous celui des banques. La liste est longue de nos projets en faveur de l'environnement, surtout quand les élections se profilent, après les promesses, vous le savez, ne sont faites que pour ceux qui ont envie d'y croire !!

Médias

Tous à la soupe

Le mensonge a changé de répertoire», cette exclamation de Bernanos après la Se-

Conde guerre mondiale fait penser à tous ces troubadours de l'audiovisuel qui ont été si prompts à changer d'uniforme. Rappelez-vous l'air qu'ils nous chantaient ces mangeurs de soupe : la dénonciation du modèle français, des services publics à la française, du filet protecteur de notre législation sociale, la nécessite de supprimer toutes ces entraves à une économie où l'Etat devait cesser d'intervenir pour laisser le marché libre et la concurrence agir…. Aujourd'hui, les mê- mes chantent les louanges de nos modèles, à l'image de ce ministre des Affaires étrangères plaidant pour une taxation des mouvements de capitaux, une idée ridiculisée à l'époque où Attac en proposait le principe avec la taxe Tobin. Il est vrai que ce ministre, comme ses idées, a sa veste retournée. Hier, tout était noir, aujourd'hui tout est blanc… On a le droit de changer d'idée bien sûr, mais à ce point ! Le plus étonnant dans cette histoire est ailleurs, car un détail intrigue : tous ces commentateurs, éditorialistes et autres bateleurs médiatiques qui se sont si lourdement trompés, gardent la main, continuent de nous servir leur logorrhée quotidienne et, qui plus est, avec la même assurance. Ils ont conservé le monopole et mangent toujours à la gamelle… pour le plus grand plaisir de ceux qui nous gouvernent !
(Ecrit à partir d'un texte «Mensonge et répertoire…» de JC Guillebaud dans «Télé Ciné Obs»

Social

La tentation de baisser les salaires

Un texte Martine Orange qui aborde une idée bien tentante pour certains. S'il en pointe les difficultés de mise en oeuvre, il reste ambigü sur le fond. Nous ne sommes pas sur le même bateau !
La pratique est de nouveau venue des États-Unis. Aux prises avec les pires difficultés de la crise financière, de nombreux groupes américains ont décidé de mettre à contribution les salariés et de leur demander d'abaisser leurs rémunérations. Suivant l'exemple de leur maison-mère, quelques filiales françaises des groupes informatiques Hewlett-Packard, IBM, du loueur de voitures Hertz ont à leur tour demandé à leurs cadres d'accepter une baisse de 5% de leur salaire. Confronté à l'effondrement du marché automobile, Renault avait déjà réclamé dès janvier à ses cadres d'abandonner leurs jours de congé pour permettre l'amélioration des indemnisations de chômage partiel touchant des milliers de salariés du groupe.
Réduire le salaire des cadres n'est donc plus tabou. Interrogé sur ces exemples récents Brice Hortefeux , ministre du travail, l'a lui-même avoué. Pour lui , de telles baisses «*ne sont pas choquantes*» en ces temps de crise, à condition qu'elles soient accompagnées de contreparties. L'approche se veut prudente. Mais au sein du gouvernement , la réflexion existe bel et bien sur le sujet.
Alors que la récession s'installe, porteuse de centaines de milliers de destructions d'emploi, le gouvernement cherche les moyens pour tenter d'en endiguer les effets. Pour lui, tout doit être mis en œuvre pour éviter le chômage sec, la perte de lien avec le travail. Le recours au chômage partiel est une voie comme le sont les dispositifs classiques : emplois jeunes, emplois aidés, apprentissage, baisses des charges ? Mais ils risquent de ne pas être suffisants face à l'inexorable montée du chômage. D'où la tentation d'explorer la piste de la baisse des salaires. La mesure pourrait apporter un peu d'oxygène aux entreprises en difficulté et leur redonner une certaine compétitivité face à la concurrence internationale. Elle pourrait avoir aussi un autre avantage, si elle se généralisait : amener aussi les salariés de la fonction publique à accepter, comme cela s'est fait en Irlande, de baisser eux aussi leurs salaires. Ce qui apporterait une bouffée d'air bienvenue aux finances publiques.
Mais la conduite de l'opération est politiquement dangereuse. Car elle oblige le président de la République à prendre le contre-pied de ce qu'il a défendu jusqu'alors. Difficile donc après avoir dénoncé pendant dix ans, les effets pervers du partage du travail prôné par la gauche, de s'y rallier. Et encore plus périlleux après avoir fait campagne sur le slogan du «*travailler plus pour gagner plus*» de prôner le «gagner moins». Nicolas Sarkozy s'avance donc avec précaution sur ce terrain miné. Contre toute attente, il s'est lancé mardi, lors d'un voyage dans les Vosges, dans une entreprise de réhabilitation des 35 heures. On ne l'avait pas compris, expliqua-t-il en substance Il n'était par hostile aux 35 heures mais à leur application systématique et généralisée. Le thème risque d'être développé dans les prochaines semaines.
L'exercice n'est guère plus simple dans les entreprises. Invoquer aujourd'hui la solidarité de l'ensemble des salariés pour faire face aux difficultés est plus que légitime. Mais ce brusque retour du souci collectif sonne bizarrement aux oreilles des salariés. Il va à l'encontre de toutes les politiques sociales menées depuis vingt ans. Les groupes n'ont cessé de vanter les avantages de la reconnaissance du mérite, de la compétition individuelle. Tout ce qui était cadre commun -grille salariale, avancements, promotion- a été balayé. Le salaire individuel est devenu partout la norme. Les échelles salariales dans les entreprises ont littéralement explosé, passant de 1 à 40 au début des années 1980 à 1 à 250 aujourd'hui.
Exiger dans ce nouveau contexte une baisse généralisée des rémunérations s'avère dès lors très difficile. Pour les petits salaires, c'est même presque impossible tant le niveau des salaires nets est devenu bas par rapport au coût de la vie. Les cadres, eux, n'ont pas du tout envie d'être les seuls à porter le fardeau. D'autant qu'ils participent déjà aux efforts de l'entreprise : 37% des cadres ont une rémunération variable liée à la réalisation de leurs objectifs et aux performances de l'entreprise. Avec la crise, leur salaire a donc déjà été réduit ou est appelé à être abaissé pour un bon tiers d'entre eux.
Faut-il aller plus loin ? La baisse des rémunérations est une arme à double tranchant. Certes, elle peut permettre un ajustement rapide des entreprises, alléger les charges, sauver des sociétés et épargner l'emploi. Mais ce qui peut se concevoir dans les cas bien définis -et encore dans un cadre largement négocié avec le sentiment que tous , y compris les directions et les actionnaires sont associés à l'effort dans les mêmes proportions-, sem-

ble difficilement généralisable. Car les effets secondaires risquent d'être pires que le mal. C'est un cycle large de dépression économique qui pourrait s'ouvrir. L'exemple japonais est là pour nous le rappeler. Entre 1997 et 2003, les salaires du secteur privé ont reculé de plus de 1%. Cette déflation salariale a participé à la stagnation économique du pays, insistait récemment le prix nobel d'économie, Paul Krugman.

Culture

Mondialisation et environnement

Gilles Benest, Micheline Hotyat, Jean-Paul Amat
Ed. Ellipses, 2009, 21 euros

Pas forcément de solutions pratiques même si les auteurs en esquissent quelques unes en conclusion, mais avant tout un propos pour expliquer des notions clés : écosystème, biodiversité, risque... et ainsi mieux affronter les maux d'aujourd'hui et ceux de demain en nous entendant sur le sens des mots.
Un bouquin qui rend compte des conséquences des activités humaines sur les écosystèmes : 800 marées noires recensées entre 1970 et 1990, 230 km de côtes pollués par l'Erika.

Le travail

Danièle Linhart et Nelly Mauchamp
Coll. Idées reçues,
éd. Le Cavalier bleu,
2009, 9,50 euros

Des idées reçues : en France, on travaille moins qu'ailleurs ? Faux pour la durée annuelle, mais vrai pour la durée d'activité car on commence à travailler plus tard et on termine plus tôt. Le coût du travail y est plus élevé ? Faux pour le Smic lequel concerne bien plus de salariés qu'ailleurs.... Après avoir remis les pendules à l'heure sur bien des thèmes (discriminations, emplois paupérisants, etc), les auteures pointent toute une série de transformations du travail depuis trente ans, lourdes de conséquences que ce soit dans la nature et l'organisation du travail, dans les formes de mobilisation, par exemple

Répression

Le collectif national qui avait appelé à manifester à Strasbourg a décidé de réagir par un communiqué et un rassemblement militant devant le ministère de la Justice ce vendredi suite à l'interpellation de plusieurs personnes la semaine dernière dont Anouk de Sud Etudiant.

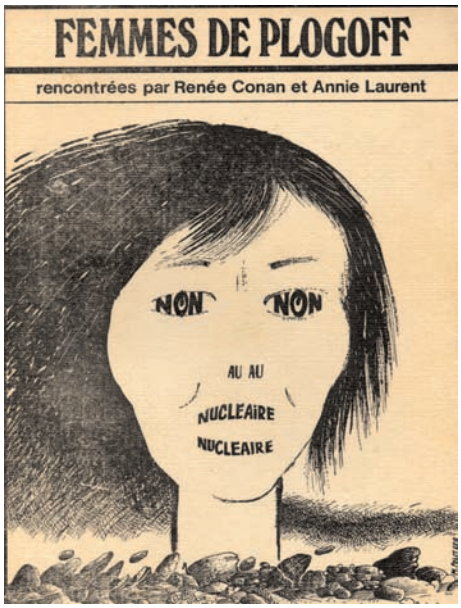
Les organisations signataires (cf ci-dessous) appellent à un rassemblement devant le ministère de la Justice
Vendredi 19 juin 2009 à 17H30
13 Place Vendôme - M° Opéra

Communiqué :

Manifestations contre le sommet de l'Otan à Strasbourg - Suites

Manifester est un droit, nous ne cèderons pas à l'intimidation

Dès les élections passées les autorités sont passées à l'offensive pour intimider celles et ceux qui seraient tentés de manifester leur opposition à la politique guerrière de notre gouvernement. Du 8 au 11 juin plusieurs participant-e-s à la manifestation contre le sommet de l'Otan de Strasbourg le 5 avril dernier ont été arrêtés à Strasbourg, Mulhouse et Paris, dont des syndicalistes de Sud et de la CGT. Certains ont été "entendus" comme témoins, d'autres ont été déférés devant un magistrat. Des domiciles ont été perquisitionnés.
Nous condamnons ces méthodes d'intimidation qui sont dans le droit fil des entraves mises au droit de manifester lors du sommet de l'Otan et rentrent plus généralement dans le cadre d'une dérive sécuritaire du pouvoir en place.
Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les poursuites engagées suite aux manifestations de Strasbourg et la mise en place d'une commission d'enquête sur l'action des forces de police lors de ces manifestations.

Signataires :
AAW, ACG, Les Alternatifs, Alternative libertaire, ATTAC, CCIPPP, ESSF, Collectif des Iraniens contre la Guerre, Organisation Femmes-Egalité, FSU, La Fédération, Ligue des Femmes, Mouvement dela Paix, Marche Mondiale des femmes-France, MRAP, NPA, PCF, PCOF, Réseau Féministe « Ruptures », Solidaires, Union Pacifiste, Les Verts

Quand les luttes d'hier rrésonnent aujourd'hui